

<https://ricochets.cc/Le-moment-est-historique-faisons-vraiment-greve.html>



Le moment est historique, faisons vraiment grève ! Profs, le privé, BTP...

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 8 janvier 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques idées et appels pour amplifier la lutte et les débordements que détestent tant le régime et ses policiers.

Appel à la dispersion générale

Plutôt que de nous faire nasser et tyranniser à chaque manifestation, faisons exactement ce que nous demandent les forces de l'ordre établi (FDOE) avant de nous attaquer : dispersons-nous.

Dispersons-nous dans les villes et épuisons-les.

Retrouvons-nous après, ou mieux, pendant les manifs, en groupes suffisamment constitués, mais dispersés dans différents endroits de la ville. Fixons non pas un, mais assez de points de rendez-vous pour être capables de nous retrouver sans que les FDOE soient capables de s'organiser en conséquence. Déstabilisons-les.

Imaginons que nous soyons 20 000 à vouloir agir de la sorte dans une ville quelconque. Cela peut faire par exemple 20 groupes de 1 000 personnes à travers la ville (dans Paris, cela ferait 1 000 personnes manifestant dans chaque arrondissement, en même temps que la manif déclarée), ou bien 40 groupes de 500, etc. (les différents groupes pouvant être de tailles diverses et variées).

- ▶ suite sur [Appel à la dispersion générale](#)
- ▶ Voir aussi : [LA RÉACTION EN CHAÎNE](#) - Un petit cours de physique nucléaire ne nous fera pas de mal pour la manif nationale de demain. Le texte qui suit a été glané sur les internets et répond à l'étouffement que connaît chaque manif qui s'engouffre dans le dispositif sur-armé de la police et qui transforme chaque manifestant en chiffre, à l'instar de ce qu'on connaît déjà dans notre quotidien :
"Plusieurs manifs à 200 dans une ville c'est mieux qu'une seule manif à plusieurs milliers."



Manifestations 9 janvier et suivantes : appel à la dispersion générale

Le BTP en grève et dans la rue ?

Euh, franchement, si le BTP commence à sortir ça va pas être la même du tout du tout...

C'est les Bleus qui vont en chier et pour plusieurs raisons :

- 1 - Les artisans sont saignés comme peu le sont,
- 2 - Leurs retraites sont déjà bien pourraves,
- 3 - On vient d'apprendre que cette branche n'était pas concernée par la pénibilité,
- 4 - Les mecs sont des gaillards et très souvent des têtes dures,

5 - Ils ont à bloc de matos très très sympa pour les manifs...

Hâte de retrouver mes frères maçons dans les cortèges
(post FB)



Profs, le moment est historique, faisons vraiment grève !

PROFS : LE MOMENT EST HISTORIQUE, FAISONS VRAIMENT GRÈVE !

Les prochains jours seront décisifs dans la lutte contre la réforme des retraites, alors c'est maintenant ou jamais : fermons tous les établissements scolaires et ne les rouvrons qu'en cas de victoire !

Alors que les grévistes de la RATP et de la SNCF sont épuisé.es après ces courageux 35 jours de grève, nous risquons de perdre le combat si un autre gros secteur ne se mobilise pas fortement. Ils et elles auraient fait tout ça pour rien ?

Nous sommes des centaines de milliers, nous, les profs de la maternelle à l'université. Si on s'y met toutes et tous, on a dans nos mains le pouvoir de faire plier le gouvernement !

Mais une seule journée de grève, même massive, n'y suffira pas.

Alors oui, c'est dur de faire plusieurs jours de grève. On trouve toujours plein d'excuses... Mais d'autres y arrivent quand même : la RATP et la SNCF nous ont montré l'exemple, mais aussi de nombreux collègues profs mobilisés depuis le 5/12.

Oui, c'est dur de perdre plusieurs journées de salaire, même pour les profs. Nous aussi on a parfois du mal à la fin du mois. Mais si on compare cette perte là à l'énormité de ce qu'on risque de perdre au moment de partir à la retraite, y a pas photo ! Nous qui rentrons parfois épuisés d'une journée de classe quand on a 30 ans, dans quel état rentrerons-nous quand on aura 63 ans ? Nous, les nombreuses enseignantes et mères, combien perdrons-nous si la retraite est calculée sur l'ensemble de notre carrière, avec les congés parentaux et les temps partiels, au lieu des 6 derniers mois ? Nous toutes et tous, qui consacrons toute notre carrière à préparer le futur de la société, de quel futur profiterons-nous avec une retraite au rabais ?

Oui, c'est dur de suspendre les apprentissages de nos élèves.....Il faudra annuler la visite au musée, la fête de la galette, les RDV avec les parents pour les livrets, zapper un chapitre de sciences ou plusieurs leçons d'orthographe et de maths... Mais prenons du recul : dans 9 mois, une nouvelle année scolaire commence, on n'y pensera déjà plus. Et dans 50 ans, nos élèves prendront leur retraite, encore assez jeunes pour en profiter, avec un revenu décent

garanti chaque mois. Et pour ça, ils et elles pourront dire "heureusement que des gens se sont battus pour ça à l'époque !" Exactement comme nous pouvons dire aujourd'hui "heureusement que des gens avant nous se sont battus pour la réduction du temps de travail, pour les congés payés, pour la sécurité sociale, pour les droits des femmes..." Maintenant, à nous d'être une génération à la hauteur de notre époque !

Ne rêvons pas, nous n'aurons pas d'augmentation qui couvrira ce qu'on va perdre avec cette réforme. Ce que nous propose le gouvernement, c'est juste de toucher quelques primes ridicules en échange de travailler plus. Ne nous battons pas pour obtenir quelques privilèges pour nous ! Nous ne sommes pas égoïstes, sinon nous aurions choisi un autre métier. Si nous avons choisi ce métier, c'est aussi pour pouvoir agir sur le monde, alors faisons-le !

Nous qui travaillons au quotidien avec les injustices sociales, nous qui croyons encore que l'Éducation Nationale peut jouer son rôle d'émancipation et de réduction des injustices, va-t-on laisser le gouvernement détruire encore un de nos acquis sociaux, après les lois travail, les lois Blanquer, les lois ultra sécuritaires, les lois contre l'immigration, la « réforme » du chômage, la destruction des hôpitaux et des autres secteurs publics, les cadeaux fiscaux faits aux plus riches ?

Nous avons le pouvoir entre nos mains, soyons en grève dès demain, et ne retournons travailler que quand nous aurons obtenu le retrait de ce projet de réforme ! C'est maintenant ou jamais, il y a urgence à rejoindre tous les autres secteurs en lutte ! Le gouvernement joue le pourrissement, à nous de porter le coup fatal !

Des enseignantes en grève

[\(publié par Cerveaux non Disponibles\)](#)

« RÉFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT ACTUEL ET SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE COMME "ARME DES TRAVAILLEURS" »

Nous avons trouvé le texte qui suit sur Internet. Nous décidons de le publier parce que nous partageons avec lui une certaine analyse de la situation.

Il y a une combativité et une détermination exemplaire de la part de ceux qui sont en grève depuis plus d'un mois. Nous savons aussi que ce mouvement exprime une colère légitime, un désir de changer radicalement les choses qui rejoint la lutte des gilets jaunes, et qui explique pourquoi ces derniers se sont aussi jetés dans cette bataille qui était la continuation de la leur.

Mais si la journée de demain sera encore largement suivie, la grève générale ne vient pas. S'il est critiquable en certains points, le texte qui suit a le mérite de se demander pourquoi.

" Le mouvement contre les retraites est pris dans une contradiction depuis son début. Le fait qu'il soit porté par les syndicats de la fonction publique (les seuls à pouvoir encore faire grève) qui défendent les régimes spéciaux de leurs adhérents et luttent contre le projet dans son ensemble de ce point de vue-là contribue à rendre crédible le discours gouvernemental sur les corporatismes, et à effacer l'enjeu principal, qui est bien le régime général, alors que le gouvernement cède petit à petit sur certains régimes spéciaux, qu'il sera toujours temps d'aligner plus tard. Le rythme ultra-classique de la grève modèle 1995, imposé par la base, se déroule dans un isolement complet des syndicats de la fonction publique par rapport au reste du monde du travail. La grève des transports n'est au bout du compte qu'un problème logistique, les entreprises et les salariés se sont organisées en mois de 15 jours pour

pouvoir continuer à bosser. A Paris, le blocage le plus effectif ne bloque plus grand-chose, dans la mesure où les gens sont prêts à se lever une ou deux heures plus tôt pour aller bosser. Là aussi, les mieux lotis s'en sortent le mieux : il faut galérer pour aller sur un chantier, là où les petits cadres télétravaillent en survêt de la maison. Il faut bien le dire : ce mouvement est parti pour échouer, comme en 2016, comme en 2018, comme tous les mouvements menés par les syndicats depuis au moins 10 ans, quelle que soit la combativité de la base, cette base étant désormais socialement trop étroite pour impacter la société dans son ensemble. Le reste de la société, justement, semble assister sans hostilité, avec tristesse même, à la fin des mouvements sociaux qui avaient jusqu'ici en France joué le rôle de régulateur social, et s'apprête à contre-cœur, mais avec le sentiment de l'inéluctable, à entrer dans une période purement libérale, dans laquelle on se sait pas encore comment on va bien pouvoir continuer à se bagarrer.

On est aujourd'hui quelques-uns à penser que poser la grève générale comme "arme des travailleurs" sans considération de l'état actuel de la structuration de la force de travail est une erreur théorique qui conduit à des erreurs politiques. Pour le dire clairement, je ne crois pas que quoi que ce soit doive être maintenu comme un principe hors de toute effectivité, ça s'appelle du normativisme. S'il n'y a plus de grève générale, si la classe ouvrière n'apparaît plus comme un bloc uni et homogène, le problème qui se pose n'est pas de savoir comment faire pour qu'il y ait la grève QUAND MÊME et que la classe soit unie QUAND MÊME, mais celle de savoir pourquoi c'est comme ça, si c'est accidentel ou structurel, et en tirer les conclusions qui s'imposent afin de pouvoir agir dans cette réalité-là, au lieu de sans cesse poser des normes répondant à une autre réalité, qui n'existe plus.

Il n'y a pas de grève générale parce que la grève générale n'est plus possible comme jusque dans les années 1970. La question est de savoir pourquoi ça n'est plus possible, et ce qui a changé, et pas de faire comme si ce qui existe était une erreur à corriger. On prend en compte le réel tel qu'il est, parce qu'on est marxistes et communistes, on n'est ni en 1848 ni en 1970, qu'on en tienne compte. Le normativisme ici c'est la gauche et l'extrême-gauche qui battent le tambour comme si on allait rameuter tout le prolétariat et s'étonnent et se désolent au final que "le privé ne suive pas" (ou alors, c'est pire, tentent de se faire croire que le privé y est parce que les raffineries, etc.). On vit une situation historique qui comme toutes les situations est particulière et doit être comprise pour elle-même, et pas avec les lunettes du vieux mouvement ouvrier, qui est mort."

Texte : Alain Corne

([publié par Rouen dans la Rue](#))

- ▶ voir aussi : [Réforme des retraites : les grévistes de la première heure veulent « un relais », sous peine de plier](#) - Plus d'un mois de grève sans discontinuer, des concertations qui tournent en rond, un dédain affiché du pouvoir... Les grévistes de la RATP tirent la sonnette d'alarme : seuls, ils ne feront pas plier le gouvernement. Au passage, ces salariés qui se revendiquent « de la base » veulent un engagement beaucoup plus concret des organisations syndicales.

Autres analyses

- ▶ [Grève et contre-réforme retraite : l'occasion de faire la critique du travail et de l'économie, et de pousser la lutte plus loin](#) - Prendre le gouvernement à contre pied, pour s'offrir d'autres futurs que le retour à la normalité de l'exploitation des travailleurs et de la destruction du vivant
- ▶ [Grève générale longue et dure, et tous dans la rue, OU moyens illégaux de lutte, choisissez](#) - Le régime et son monde capitaliste ne laissent pas d'autres alternatives
Les privatisations à marche forcée des services publics ne servent pas seulement à fournir du fric frais et de

nouvelles opportunités business juteuses aux multinationales, fonds de pension et déjà riches.

Les privatisations des services publics visent aussi à détruire les dernières protections des fonctionnaires ou des statuts particuliers (cheminots) afin que les salariés aient à l'avenir encore plus de mal à faire grève, car sous statut purement privé ils pourront être plus facilement placardisés ou virés.

On voit bien en ce moment que les salariés du privé sont beaucoup moins nombreux à faire grève, ils ont perdu la culture de la grève, et surtout ils sont soumis à la peur des sanctions et du licenciement. L'épée de Damoclès du chômage calme les moins combattifs, tandis que la peur de la fin du mois et des remboursements de crédits achève d'empêcher toute grève conséquente.

Les privatisations de tous les services publics servent donc aussi à rendre très difficile voire impossible une vraie résistance par le moyen légal de la grève, afin de compliquer toute forme de résistance. Les oligarques et les gros capitalistes veulent pouvoir continuer à tout brûler sans entraves, et veulent nous faire crever prématurément sans qu'on puisse résister.

Le système politico-capitaliste veut détruire/ignorer les moyens de lutte légaux

La grève c'est comme pour l'élection ou les manifestations, dans cette prétendue démocratie on met en avant ces droits comme des moyens de contester les politiques gouvernementales, mais en réalité ces moyens légaux sont devenus inopérants :

- La grève « efficace » devient impossible à mener.
- Les élections sont prisonnières du système (rouages bureaucratiques, primautés au fric et aux notables, propagande médiatique...) et de toute façon les élus sont contraints par le totalitarisme économique.
- Les gouvernements se contrefoutent des manifs, même massives. On le voit bien depuis des années.
- On pourrait aussi citer les luttes juridiques, qui sont en butte aux coûts, aux durées, et surtout aux lois faites sur mesure par et pour les puissants pour qu'on ne puisse pas contrecarrer leurs intérêts par le biais de procès.

En conséquence, il faudra soit un surcroît de solidarité et de détermination pour mener malgré tout des grèves dures et longues, soit augmenter les actions complémentaires plus ou moins illégales (blocages, sabotages, émeutes), soit les deux.

Et les braves gens qui critiquent l'illégalité n'ont qu'à faire grève massivement, à descendre dans la rue et à y rester, ainsi les moyens illégaux ne seront peut-être pas indispensables pour les révoltés.

Bien entendu, le régime, sachant parfaitement que les moyens légaux de lutte sont largement obsolètes par sa faute, crie hypocritement au loup et aux factieux dès que les peuples utilisent des moyens illégaux en derniers recours, et envoie alors ses bandes armées de flics serviles pour brutaliser les révoltés légitimes.

C'est un des signes qui montre qu'on ne vit pas en démocratie, mais dans une démocratie, [un régime autoritaire qui tourne à la dictature sous le règne du macronisme](#).